

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Mirabel

Code géographique : 74005

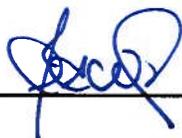
Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jeannic D'Aoust, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Mirabel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2020-05-21

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE MIRABEL (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé en cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE MIRABEL au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE MIRABEL inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la présentation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement de contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés

Mélanie Therrien

Mélanie Therrien, CPA auditrice, CA

Amyot Gélinas, S.E.N.C.R.L.

Blainville, le 21 mai 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	62 641 900	63 453 029	60 436 751
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 094 100	2 090 225	2 267 178
Quotes-parts	3			
Transferts	4	3 774 869	3 416 432	4 742 719
Services rendus	5	7 207 696	7 452 802	7 400 694
Imposition de droits	6	7 089 900	9 749 587	8 153 191
Amendes et pénalités	7	3 438 600	3 428 466	2 842 242
Revenus de placements de portefeuille	8	877 100	1 075 843	1 088 809
Autres revenus d'intérêts	9	790 125	920 834	1 001 305
Autres revenus	10	9 711 500	7 539 135	8 545 334
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	97 625 790	99 126 353	96 478 223
Charges				
Administration générale	14	8 522 700	8 409 379	7 543 630
Sécurité publique	15	17 389 900	17 087 067	16 493 097
Transport	16	22 141 400	21 713 204	20 502 091
Hygiène du milieu	17	23 043 200	22 385 523	20 974 527
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 248 100	5 815 480	3 936 041
Loisirs et culture	20	15 792 074	15 405 635	14 601 483
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 715 394	2 675 574	2 818 674
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	94 852 768	93 491 862	86 869 543
Excédent (déficit) de l'exercice	25	2 773 022	5 634 491	9 608 680
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		309 624 815	300 016 135
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		309 624 815	300 016 135
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		315 259 306	309 624 815

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	17 825 958	7 423 622
Débiteurs (note 5)	2	21 299 835	23 966 827
Prêts (note 6)	3	78 516	77 082
Placements de portefeuille (note 7)	4	32 857 322	32 668 271
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		1 125 347
	8	72 061 631	65 261 149
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	26 715 959	23 661 042
Revenus reportés (note 12)	12	10 404 816	8 059 931
Dette à long terme (note 13)	13	95 195 831	94 188 561
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 520 000	3 280 000
	15	135 836 606	129 189 534
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(63 774 975)	(63 928 385)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	378 265 752	371 925 690
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	645 810	1 376 327
Stocks de fournitures	19	36 122	31 619
Autres actifs non financiers (note 17)	20	86 597	219 564
	21	379 034 281	373 553 200
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	315 259 306	309 624 815

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 773 022	5 634 491	9 608 680
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	38 014 000 ) (	25 962 467 ) (	33 459 755)
Produit de cession	3	37 500	37 548	7 361
Amortissement	4	20 330 000	19 585 905	18 658 837
(Gain) perte sur cession	5	(37 500)	(1 048)	(7 361)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(17 684 000)	(6 340 062)	(14 800 918)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		730 517	1 125 311
Variation des stocks de fournitures	9		(4 503)	4 231
Variation des autres actifs non financiers	10		132 967	(160 100)
	11		858 981	969 442
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(14 910 978)	153 410	(4 222 796)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(63 928 385)	(59 705 589)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(63 928 385)	(59 705 589)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(63 774 975)	(63 928 385)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 634 491	9 608 680
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	19 585 905	18 658 837
Autres			
- Réduction de valeur	3	39 238	7 314
- Gain cession immos	4	(1 048)	(7 361)
	5	25 258 586	28 267 470
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 666 992	4 229 735
Autres actifs financiers	7	1 125 347	(1 125 347)
Créditeurs et charges à payer	8	3 054 917	342 069
Revenus reportés	9	2 344 885	1 564 845
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	240 000	(39 000)
Propriétés destinées à la revente	11	730 517	1 125 311
Stocks de fournitures	12	(4 503)	4 231
Autres actifs non financiers	13	132 967	(160 100)
	14	35 549 708	34 209 214
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(25 962 467)	(33 459 755)
Produit de cession	16	37 548	7 361
	17	(25 924 919)	(33 452 394)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(109 917)	(73 191)
Remboursement ou cession	19	118 480	109 123
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(238 286)	()
Cession	21		4 334 308
	22	(229 723)	4 370 240
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	25 508 000	14 803 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(24 500 481)	(18 364 242)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(249)	110 677
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 007 270	(3 450 565)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	10 402 336	1 676 495
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	7 423 622	5 747 127
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	7 423 622	5 747 127
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	17 825 958	7 423 622

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Mirabel a été constituée, le 1er janvier 1971, en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2, S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part attribuée à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Cette consolidation se fait ligne par ligne. La Régie intermunicipale du parc du Domaine-Vert est consolidée à un taux de 25 %.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Le produit de cession de propriétés destinées à la revente est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Ville de Mirabel, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction. Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur nette de réalisation des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Le principal élément pour lequel une estimation importante a été effectuée est l'obligation au titre des prestations constituées pour les régimes de retraite à prestations déterminées. Pour estimer ce montant, la direction doit formuler diverses hypothèses qu'elle considère raisonnables, notamment à l'égard des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité. Elle prend aussi en considération le niveau des futures augmentations de salaires et l'âge de retraite des employés. Toute modification apportée aux hypothèses pourrait avoir une incidence importante sur l'excédent (déficit) et sur la situation financière de la Ville. La charge liée aux prestations de retraite du personnel pourrait augmenter ou diminuer au cours d'exercices à venir de la manière décrite dans la méthode comptable sur les avantages sociaux futurs. Les renseignements relatifs aux montants de cette obligation apparaissent à la page S24-1, S24-2, S24-3 et S24-4.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements de portefeuille dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements

Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

b) Actifs non financiers**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût propre.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Bâtiments :

Bâtiments	40 ans
Rénovations majeures	15 ans

Infrastructures :

Eau potable et eaux usées	35 ans
Système d'éclairage des rues, parcs	20 ans
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	15 et 30 ans
Autres infrastructures	10 et 35 ans

Ameublement et équipement de bureau :

Meubles et ameublements	10 ans
Équipements informatiques	5 ans

Machinerie, outillage, équipement et véhicules

Camions de pompiers	20 ans
Machinerie lourde	10 ans
Autres	3,5 et 10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- Plan d'incitation et de reconnaissance (volet 1 et volet 2);
- Programme supplémentaire de retraite.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 3 ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, tel que décidé par la Ville en vertu des mesures d'allègement, cette dépense constatée à taxer ou à pourvoir ne sera pas amorti annuellement sur la DMERCA;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour gains/pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées: au terme de DMERCA du 31 décembre 2008 (14 ans);
 - à titre de mesure d'allègement pour excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : s.o.
- Mesures transitoires relatives à la TVQ :
 - au fur et à mesure du remboursement au fonds général ou au fonds de roulement sur une période maximale de 10 ans.
- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
 - pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
 - pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité*

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs aux pages S24-1 des états financiers.

H) Instruments financiers

S/O.

I) Autres éléments

Dépenses reportées

Les frais d'émission des emprunts à long terme sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont constitués de dépôts à terme et d'obligations. Les dépôts à terme ont des taux qui varient de 1,9 % à 2,45 %.

Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 17 825 958	7 423 622
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 17 825 958	7 423 622
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 827 374	1 037 511
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 14 395 000	8 239 000
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 3 324 260	3 403 782
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 9 125 015	10 079 088
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 3 074 113	5 569 780
Organismes municipaux	15 237 545	491 676
Autres		
- Entreprises et individus	16 3 808 769	2 992 093
- Droits de mutation	17 1 730 133	1 430 408
	18 21 299 835	23 966 827
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 6 228 278	6 580 967
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 6 228 278	6 580 967
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 1 101 538	667 918
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
- Prêts aux entreprises	26 78 516	77 082
-	27	
	28 78 516	77 082
Provision pour moins-value déduite des prêts	29 22 775	51 895
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	314 080	363 315
Autres placements	31	32 543 242	32 304 956
	32	32 857 322	32 668 271
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	14 800 000	18 300 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(858 000)	(617 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(2 662 000)	(2 663 000)
	37	<u>(3 520 000)</u>	<u>(3 280 000)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	3 109 000	2 558 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	289 000	249 000
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	24 108	5 113
Régimes de retraite des élus municipaux	42	118 543	110 949
	43	<u>3 540 651</u>	<u>2 923 062</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		1 125 347
Autres	45		
	46		1 125 347

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

La ville de Mirabel dispose d'une marge de crédit de 8 000 000\$, portant intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2019, la marge de crédit est inutilisée.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	8 615 358	6 265 320
Salaires et avantages sociaux	48	4 944 763	4 790 040
Dépôts et retenues de garantie	49	11 559 037	10 123 239
Provision pour contestations d'évaluation	50	381 760	949 864
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
-	53	323 056	558 707
-	54	396 716	417 048
-	55	495 269	556 824
-	56		
-	57		
	58	26 715 959	23 661 042

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	4 677 377	2 905 475
Fonds de développement des territoires	61	158 037	221 111
Fonds parcs et terrains de jeux	62	4 181 659	4 001 805
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Transferts	68	516 806	293 299
- Autres	69	870 937	638 241
-	70		
-	71		
	72	10 404 816	8 059 931

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

					2019		2018	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,70	3,45	2020	2028	73	95 253 000	94 252 925	
Obligations et billets en monnaies étrangères					74			
Gains (pertes) de change reportés					75			
					76			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	519 950	519 950	
Organismes municipaux					78			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79			
Autres					80	53 427	45 983	
					81	95 826 377	94 818 858	
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(630 546)	(630 297)	
					83	95 195 831	94 188 561	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme					Total 2019			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres							
2020	84	92	15 211 625	100	109	23 427	117	15 235 052			
2021	85	93	17 221 875	101	110		118	17 221 875			
2022	86	94	14 763 750	102	111		119	14 763 750			
2023	87	95	9 463 000	103	112		120	9 463 000			
2024	88	96	31 081 750	104	113		121	31 081 750			
2025 et +	89	97	7 511 000	105	114	549 950	122	8 060 950			
					90	95 253 000	106	115	573 377	123	95 826 377
Intérêts et frais accessoires				107			124				
					91	95 253 000	108	116	573 377	125	95 826 377

Note

	2019		2018	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	126	(63 774 975)	(63 928 385)	
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()	
Autres	128	()	()	
	129	(63 774 975)	(63 928 385)	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	86 502 319	158	2 208 232	185	102 782	212	88 607 769
Eaux usées	131	163 020 424	159	4 236 571	186	54 377	213	167 202 618
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	159 223 636	160	10 608 944	187	1 666 437	214	168 166 143
Autres	133	41 959 360	161	1 712 065	188	240 700	215	43 430 725
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	63 636 610	163	184 487	190	76 442	217	63 744 655
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	14 021 430	165	1 320 780	192	545 432	219	14 796 778
Ameublement et équipement de bureau	138	3 988 610	166	240 305	193	259 723	220	3 969 192
Machinerie, outillage et équipement divers	139	7 621 036	167	729 473	194	401 311	221	7 949 198
Terrains	140	29 101 376	168	681 227	195	36 500	222	29 746 103
Autres	141	2 146 504	169	6 683	196		223	2 153 187
	142	<u>571 221 305</u>	170	<u>21 928 767</u>	197	<u>3 383 704</u>	224	<u>589 766 368</u>
Immobilisations en cours	143	5 316 418	171	4 033 700	198		225	9 350 118
	144	<u>576 537 723</u>	172	<u>25 962 467</u>	199	<u>3 383 704</u>	226	<u>599 116 486</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	29 762 676	173	2 513 689	200	102 782	227	32 173 583
Eaux usées	146	58 616 961	174	4 766 727	201	54 377	228	63 329 311
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	57 640 952	175	6 475 746	202	1 666 437	229	62 450 261
Autres	148	17 546 792	176	2 071 100	203	240 700	230	19 377 192
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	22 494 774	178	1 877 843	205	76 442	232	24 296 175
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	9 622 183	180	1 014 977	207	545 432	234	10 091 728
Ameublement et équipement de bureau	153	2 751 797	181	311 689	208	259 723	235	2 803 763
Machinerie, outillage et équipement divers	154	5 139 016	182	477 696	209	401 311	236	5 215 401
Autres	155	1 036 882	183	76 438	210		237	1 113 320
	156	<u>204 612 033</u>	184	<u>19 585 905</u>	211	<u>3 347 204</u>	238	<u>220 850 734</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>371 925 690</u>					239	<u>378 265 752</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	645 810	2 501 674
	253	645 810	2 501 674
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		1 125 347
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	645 810	1 376 327
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	86 597	219 564
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	86 597	219 564
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée jusqu'en 2020 par contrats pour l'enlèvement et le transport des déchets et le déneigement des chemins et des édifices, pour les services d'évaluateurs externes et pour le régime d'assurance collective. Elle s'est également engagée jusqu'en 2025, pour la collecte, le transport et l'enfouissement des matières résiduelles. De plus, la Ville s'est engagée par contrats jusqu'en 2042 pour des services intermunicipaux d'approvisionnement en eau potable. Le solde de ces engagements pour ces contrats s'établit à 91 379 000\$ (les taxes sont incluses dans ce montant si applicables).

Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2020 -	34 798 300 \$
2021 -	9 174 800 \$
2022 -	8 202 600 \$
2023 -	8 021 900 \$
2024 -	7 842 700 \$

La Régie du parc du Domaine Vert a signé un contrat de licence d'exploitation d'un parcours d'hébertisme aérien en forêt jusqu'au 16 mai 2020. En vertu de cette entente, la Régie doit verser une redevance de 5 % de ses revenus liés à cette activité ou une redevance minimale annuelle de 10 000 \$.

19. Droits contractuels

La Ville de Mirabel a conclu des baux à long terme relativement à des structures d'affichage publicitaire et autres, pour un total de 2 867 100 \$. La Ville a également un accord de partenariat concernant le Fonds de développement des territoires, la somme restante de cette entente est de 469 600 \$

Les paiements minimums redevables au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2020 -	1 133 000 \$
2021 -	553 500 \$
2022 -	429 900 \$
2023 -	413 100 \$
2024 -	420 600 \$

Dans le cadre de ses opérations, la Régie a conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2073 donnant lieu à des droits contractuels. Un montant de 1 833 900\$ sera encaissé au cours des cinq prochains exercices. La portion attribuable à la Ville de Mirabel sera de 458 500 \$.

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Centre hébergement Multiservices	350 000	350 000	350 000
262	350 000	350 000	350 000

Cautionnement pour un montant maximum de 350 000 \$ sur une période de 10 ans, relativement à un prêt en faveur du Centre d'hébergement multiservices de Mirabel.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

Bien que d'autres dispositions de la loi SFPR pourraient avoir un impact sur la comptabilisation du Régime, l'effet réel ne sera connu qu'ultérieurement et sera sujet à des négociations futures. Aucune provision n'est faite à cet effet. Les impacts seront comptabilisés lorsque l'entente entre les parties sera intervenue.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et le budget adopté par les organismes contrôlés après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25. Événements postérieurs à la date du bilan

Au mois de mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a décrété une pandémie mondiale due au nouveau coronavirus (COVID-19). Cette situation est en constante évolution et les mesures mises en place ont de nombreux impacts économiques sur les plans mondial, national, provincial et local.

L'incidence globale de ces événements sur la Ville et ses activités a été analysé et n'est pas significative. Les impacts seront comptabilisés au moment où ils se réaliseront.

26. Informations relatives aux apparentés

La Ville est apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives.

Nous vous informons qu'au cours de l'exercice, la Ville a versé à la Corporation pour la protection de l'environnement (CPEM), une somme de 1 564 000\$.

27. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalizations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	59 701 987	62 103 600	62 869 811			62 869 811
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 267 178	2 094 100	2 090 225			2 090 225
Quotes-parts	3					155 279	
Transferts	4	2 836 721	2 794 700	3 133 533		1 189	3 134 722
Services rendus	5	6 987 009	6 818 400	7 017 774		482 056	7 452 802
Imposition de droits	6	7 030 310	6 432 200	9 243 408			9 243 408
Amendes et pénalités	7	2 842 242	3 438 600	3 428 466			3 428 466
Revenus de placements de portefeuille	8	1 088 809	877 100	1 075 843			1 075 843
Autres revenus d'intérêts	9	999 665	789 500	917 965		2 869	920 834
Autres revenus	10	351 431	1 513 400	1 620 951			1 620 951
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	84 105 352	86 861 600	91 397 976		641 393	91 837 062
Investissement							
Taxes	13	734 764	538 300	583 218			583 218
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 904 154	978 900	281 710			281 710
Imposition de droits	16	1 122 881	657 700	506 179			506 179
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	7 902 668	6 578 100	5 485 684			5 485 684
Autres	18	291 235	1 620 000	432 500			432 500
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	11 955 702	10 373 000	7 289 291			7 289 291
	21	96 061 054	97 234 600	98 687 267		641 393	99 126 353
Charges							
Administration générale	22	7 272 846	8 150 700	8 094 074	315 305		8 409 379
Sécurité publique	23	15 682 450	16 405 900	16 217 793	869 274		17 087 067
Transport	24	13 270 675	14 001 400	14 013 923	7 699 281		21 713 204
Hygiène du milieu	25	13 687 976	15 350 200	14 818 651	7 566 872		22 385 523
Santé et bien-être	26						
Aménagement, urbanisme et développement	27	3 922 237	5 220 100	5 797 357	18 123		5 815 480
Loisirs et culture	28	11 273 904	12 377 000	12 000 895	3 040 612	566 435	15 405 635
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	2 797 924	2 695 900	2 655 694		19 880	2 675 574
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	18 580 121	20 330 000	19 509 467	(19 509 467)		
	33	86 488 133	94 531 200	93 107 854		586 315	93 491 862
Excédent (déficit) de l'exercice	34	9 572 921	2 703 400	5 579 413		55 078	5 634 491

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Réalisations 2018</u>	<u>Budget 2019</u>	<u>Réalisations 2019</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 572 921	2 703 400	5 579 413	55 078	5 634 491
Moins: revenus d'investissement	2	(11 955 702)	(10 373 000)	(7 289 291)	()	(7 289 291)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 382 781)	(7 669 600)	(1 709 878)	55 078	(1 654 800)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	18 580 121	20 330 000	19 509 467	76 438	19 585 905
Produit de cession	5	7 361	37 500	37 548		37 548
(Gain) perte sur cession	6	(7 361)	(37 500)	(1 048)		(1 048)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	18 580 121	20 330 000	19 545 967	76 438	19 622 405
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	338	1 125 000	1 861 094		1 861 094
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	338	1 125 000	1 861 094		1 861 094
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	109 123		118 480		118 480
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	7 314		39 238		39 238
	15	116 437		157 718		157 718
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	83 083	152 500	147 339		147 339
Remboursement de la dette à long terme	17	(9 417 948)	(9 437 200)	(9 437 285)	(69 622)	(9 506 907)
	18	(9 334 865)	(9 284 700)	(9 289 946)	(69 622)	(9 359 568)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(5 331 993)	(3 448 800)	(2 873 039)	(6 683)	(2 879 722)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 118 367	24 000	88 467		88 467
Réserves financières et fonds réservés	22	(726 055)	(1 075 900)	(2 776 531)		(2 776 531)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	46 109		(843 368)		(843 368)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(4 893 572)	(4 500 700)	(6 404 471)	(6 683)	(6 411 154)
	26	4 468 459	7 669 600	5 870 362	133	5 870 495
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 085 678		4 160 484	55 211	4 215 695

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018		Réalizations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus d'investissement	1	11 955 702	7 289 291			7 289 291
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(1 882 331)	(171 784)	()	()	(171 784)
Sécurité publique	3	(559 636)	(878 488)	()	()	(878 488)
Transport	4	(16 609 895)	(12 655 774)	()	()	(12 655 774)
Hygiène du milieu	5	(11 289 045)	(4 906 168)	()	()	(4 906 168)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(34 507)	(110 714)	()	()	(110 714)
Loisirs et culture	8	(3 080 872)	(7 232 856)	(6 683)	()	(7 239 539)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(33 456 286)	(25 955 784)	(6 683)	()	(25 962 467)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(374)	(5 231)	()	()	(5 231)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Émission ou acquisition	12	(73 191)	(109 917)	()	()	(109 917)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	3 637 317	10 729 162			10 729 162
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	5 331 993	2 873 039	6 683		2 879 722
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16		682 000			682 000
Réserves financières et fonds réservés	17	5 358 708	4 676 937			4 676 937
	18	10 690 701	8 231 976	6 683		8 238 659
	19	(19 201 833)	(7 109 794)			(7 109 794)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(7 246 131)	179 497			179 497

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2018</u>		<u>2019</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 226 379	17 576 825	249 133	17 825 958
Débiteurs (note 5)	2	23 909 868	21 256 697	43 138	21 299 835
Prêts (note 6)	3	77 082	78 516		78 516
Placements de portefeuille (note 7)	4	32 668 271	32 857 322		32 857 322
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 125 347			
	8	65 006 947	71 769 360	292 271	72 061 631
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	23 627 958	26 683 862	32 097	26 715 959
Revenus reportés (note 12)	12	8 051 267	10 391 544	13 272	10 404 816
Dette à long terme (note 13)	13	93 442 594	94 540 131	655 700	95 195 831
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 280 000	3 520 000		3 520 000
	15	128 401 819	135 135 537	701 069	135 836 606
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(63 394 872)	(63 366 177)	(408 798)	(63 774 975)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	370 816 068	377 225 885	1 039 867	378 265 752
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	1 376 327	645 810		645 810
Stocks de fournitures	19	31 619	36 122		36 122
Autres actifs non financiers (note 17)	20	218 334	85 249	1 348	86 597
	21	372 442 348	377 993 066	1 041 215	379 034 281
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	6 587 035	7 185 019	199 422	7 384 441
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 545 566	4 037 599		4 037 599
Réserves financières et fonds réservés	24	24 513 162	22 958 675	24 258	22 982 933
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(1 661 879)	(831 685)		(831 685)
Financement des investissements en cours	26	(9 056 453)	(8 922 875)		(8 922 875)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	287 120 045	290 200 156	408 737	290 608 893
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	309 047 476	314 626 889	632 417	315 259 306

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	25 654 900	24 223 603	24 506 234	23 341 315
Charges sociales	2	9 334 900	9 230 761	9 277 385	8 362 282
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	1 542 100	1 435 327	1 435 327	1 364 180
Autres biens et services	6	27 230 900	28 015 147	28 175 889	25 335 185
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	2 402 400	2 356 709	2 374 793	2 423 890
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	220 900	221 717	222 906	186 379
D'autres tiers	10			607	
Autres frais de financement	11	72 600	77 268	77 268	208 405
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	3 513 900	3 508 537	3 306 230	3 708 156
Transferts	13	82 000	109 733	109 733	104 880
Autres	14	4 500	2 500	2 500	2 500
Autres organismes					
Transferts	15	2 964 900	2 560 659	2 560 659	3 068 307
Autres	16				
Amortissement des immobilisations	17	20 330 000	19 509 467	19 585 905	18 658 837
Autres					
- Autres	18	1 177 200	1 856 426	1 856 426	105 227
-	19				
-	20				
	21	94 531 200	93 107 854	93 491 862	86 869 543

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	7 675
Autres revenus	3	12 362
	4	7 675
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	(16 443)
	7	(552)
Autres charges	8	(16 443)
	9	(552)
Excédent (déficit) de l'exercice	10	8 227

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	361 096
Placements de portefeuille	12	
Débiteurs	13	618
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	101 291
Provision pour moins-value	15	(22 775)
	16	78 516
	17	440 230
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	18	
Revenus reportés	19	
Dette à long terme	20	519 950
	21	519 950
Solde du Fonds local d'investissement	22	(79 720)

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23	361 096	354 722
Supportant les engagements de prêts	24		
Supportant les garanties de prêts	25		
	26	361 096	354 722

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Prêts portant intérêts au taux de 6%, remboursables par versements variables jusqu'en septembre 2023.

Note sur la dette à long terme

Emprunt auprès du Gouvernement du Québec, sans intérêt, un premier versement est prévu le 1 juin 2023, selon le solde du prêt non investi le 31 décembre 2022. Ensuite en cinq versements annuels et consécutifs effectués le 1 juin de chaque année et ce, à compter du 1 juin 2024.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	3 380
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	
Autres revenus	3	250 000
	4	253 380
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Intérêts sur la dette à long terme	8	311
Autres charges	9	
	10	311
Excédent (déficit) de l'exercice	11	253 069

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	268 069
Placements de portefeuille	13	
Débiteurs	14	
Prêts aux entreprises	15	
Provision pour moins-value	16	() ()
	17	
	18	268 069
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	19	
Revenus reportés	20	
Dette à long terme	21	15 000
	22	15 000
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23	
Excédent (déficit) non affecté	24	253 069
	25	253 069

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26	268 069
Supportant les engagements de prêts	27	
	28	268 069

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Crédit variable portant intérêt au taux de 4%. Ce crédit un montant minimum à maintenir non remboursable.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 () ()
	21
Autres	22
	23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	7 384 441	6 731 246
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 037 599	1 545 566
Réserves financières et fonds réservés	3	22 982 933	24 537 420
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	831 685 ) (	1 661 879)
Financement des investissements en cours	5	(8 922 875)	(9 056 453)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	290 608 893	287 528 915
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	315 259 306	309 624 815
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	7 185 019	6 587 035
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	199 422	144 211
	11	7 384 441	6 731 246
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Surplus affectés exercice suiv	12	3 998 000	1 467 000
- Promotion résidentielle	13	39 599	78 566
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	4 037 599	1 545 566
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	4 037 599	1 545 566
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Complexe aquatique	27	7 895 717	6 187 840
- Urgence et imprévu	28	896 431	881 447
- Assainissement des eaux	29	312 583	307 358
- Transport collectif	30	1 896 579	1 802 941
-	31		
	32	11 001 310	9 179 586
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	10 179 172	13 624 081
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	370 859	741 126
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	610 451	613 448
Organismes contrôlés et partenariats	42	24 258	24 258
Fonds local d'investissement	43	361 714	354 921
Fonds local de solidarité	44	268 069	
Autres			
- Filaction	45	167 100	
-	46		
	47	11 981 623	15 357 834
	48	22 982 933	24 537 420

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (345 000) ()	(1 191 450)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs		
	53 () ()	()
	54 (345 000) ()	(1 191 450)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	()
Autres		
-	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 (345 000) ()	(1 191 450)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres		
-	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (256 471) ()	(271 863)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (534 950) ()	(519 950)
Autres		
- Dette long terme Filaction	72 (15 000) ()	()
-	73 () ()	()
	74 (806 421) ()	(791 813)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 241 220	241 755
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77 78 516	77 082
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	2 547
	80 319 736	321 384
	81 (831 685) ()	(1 661 879)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 43 606	40 274
Investissements à financer	83 (8 966 481 ) (	9 096 727)
	84 (8 922 875)	(9 056 453)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 378 265 752	371 925 690
Propriétés destinées à la revente	86 645 810	2 501 674
Prêts	87 78 516	77 082
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 314 080	363 315
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 379 304 158	374 867 761
Ajustements aux éléments d'actif	91 (78 516)	(77 082)
	92 379 225 642	374 790 679
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (95 195 831 ) (	94 188 561)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (630 546 ) (	630 297)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 6 402 695	6 764 768
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 549 950	519 950
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 256 983	272 376
	98 (88 616 749 ) (	87 261 764)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (88 616 749 ) (	87 261 764)
	101 290 608 893	287 528 915

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Mirabel parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire gagné à chaque année (pour le groupe des cadres, ce salaire est indexé).

En bref, le Régime est à prestations déterminées. Les cotisations salariales des participants et de l'employeur ainsi que la rente viagère, la prestation de raccordement varient selon le groupe d'employés (policier, cadre, manuel, bureau). Le salaire final correspond au salaire annuel moyen des trois années les mieux rémunérées de service du participant (salaire indexé pour le groupe des cadres). La dernière évaluation actuarielle du Régime était au 31 décembre 2018.

De plus, la Ville offre actuellement aux retraités et futurs retraités faisant partie du groupe des cadres des avantages complémentaires de retraite (Programme supplémentaire) de type prestations déterminées. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2018 pour le Programme supplémentaire.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (617 000)	(766 000)
Charge de l'exercice	4 (3 109 000)	(2 558 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 868 000	2 707 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(858 000)</u>	<u>(617 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 104 838 000	98 030 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (105 069 000)	(98 208 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (231 000)	(178 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (627 000)	(439 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (858 000)	(617 000)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(858 000)</u>	<u>(617 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 104 838 000	98 030 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (105 069 000)	(98 208 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (231 000)	(178 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 4 346 000	4 314 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 4 346 000	4 314 000
Cotisations salariales des employés	21 (1 447 000)	(1 933 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 2 899 000	2 381 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 203 000	181 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>3 102 000</u>	<u>2 562 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 5 659 000	5 350 000
Rendement espéré des actifs	34 (5 652 000)	(5 354 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 7 000	(4 000)
Charge de l'exercice	<u>3 109 000</u>	<u>2 558 000</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 6 248 000	4 231 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (5 652 000)	(5 354 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 596 000	(1 123 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (611 000)	790 000
Prestations versées au cours de l'exercice	40 3 755 000	3 272 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 107 671 000	93 640 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 231 000	178 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 7 380 000	6 833 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 5 382 000	5 746 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,59 %	5,74 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,75 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	3	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre actuellement aux retraités et futurs retraités faisant partie du groupe des cadres des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective, Plan d'incitation et de reconnaissance (volet 1 et volet 2)) de type prestations déterminées. Le Régime comprend de l'assurance vie pour les retraités et leurs personnes à charge, de l'assurance décès et mutilation accidentels pour les retraités et des prestations de soins de santé pour les retraités et leurs personnes à charge. Les protections se terminent lorsque le retraité atteint l'âge de 65 ans. La Ville paie 100 % des primes pour les retraités et les personnes à charge, et ce, pour toutes les protections. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2018 pour le Régime d'assurance collective. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2018 pour le volet 1. La plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2019 pour le volet 2. Le programme d'incitation et de reconnaissance prévoit le versement de prestations basées sur l'âge et les années de service à la retraite.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (2 663 000)	(2 553 000)
Charge de l'exercice	56 (289 000)	(249 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 290 000	139 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(2 662 000)</u>	<u>(2 663 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (2 443 000)	(2 502 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (2 443 000)	(2 502 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (219 000)	(161 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (2 662 000)	(2 663 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(2 662 000)</u>	<u>(2 663 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (2 443 000)	(2 502 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 <u>(2 443 000)</u>	<u>(2 502 000)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 216 000	193 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 <u>216 000</u>	<u>193 000</u>
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 216 000	193 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (8 000)	(28 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>208 000</u>	<u>165 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 81 000	84 000
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>81 000</u>	<u>84 000</u>
Charge de l'exercice	87 <u>289 000</u>	<u>249 000</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 66 000	160 000
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 12	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,75 %	3,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 7,75 %	8,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 5,50 %	5,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 028	2 028
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	
	_____	_____

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115	115
	24 108	5 113

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	116
	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Cotisations des élus au RREM	117	<u>26 337</u>	<u>23 256</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	89 248	79 274
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	<u>29 295</u>	<u>31 675</u>
	120	<u>118 543</u>	<u>110 949</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	44 543 700	45 128 693	45 128 693
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	6 458 100	6 617 598	6 617 598
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7		44 913	44 913
Autres	8			81 980
	9	51 001 800	51 791 204	51 791 204
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	5 394 700	5 432 353	5 432 353
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	663 100	700 613	700 613
Matières résiduelles	13	6 200	8 305	8 305
Autres				
- Tarifs	14	15 900	15 225	15 225
- Entretien des fossés	15	21 300	24 661	24 661
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	302 800	322 236	322 236
Service de la dette	18	4 697 800	4 620 127	4 620 127
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21	538 300	538 305	538 305
	22	11 640 100	11 661 825	11 661 825
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	11 640 100	11 661 825	11 661 825
	27	62 641 900	63 453 029	63 453 029
				60 436 751

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	8 200	8 009	8 164
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	8 200	8 009	8 164
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	86 700	87 533	85 078
Cégeps et universités	34	6 000	6 035	5 842
Écoles primaires et secondaires	35	471 600	477 487	472 177
	36	564 300	571 055	563 097
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	572 500	579 064	571 261
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	1 520 600	1 510 044	1 694 893
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	1 000	1 117	1 024
Taxes d'affaires	44			
	45	1 521 600	1 511 161	1 695 917
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	2 094 100	2 090 225	2 267 178

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			10 347
Sécurité publique				
Police	54	51 500	48 167	51 955
Sécurité incendie	55	22 000	17 875	1 302
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58		32 100	3 851
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	60 800	68 137	49 960
Réseau de distribution de l'eau potable	69	97 900	65 882	54 828
Traitement des eaux usées	70	6 100	6 151	7 060
Réseaux d'égout	71	97 900	65 882	60 628
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	500 000	645 954	640 358
Tri et conditionnement	74			
Autres	75	28 900	18 729	12 644
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	75 000	94 862	118 402
Promotion et développement économique	85	50 300	77 322	51 900
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	34 800	47 495	53 342
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	20 600	22 541	125 847
Autres	89	124 700	130 368	13 701
Réseau d'électricité	90			
	91	1 170 500	1 341 465	1 256 125

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92	150 000		
Sécurité publique				
Police	93	10 000	30 000	30 000
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97		15 775	15 775
Enlèvement de la neige	98			86 854
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108		152 563	152 563
Traitement des eaux usées	109			1 018 159
Réseaux d'égout	110		14 972	14 972
Matières résiduelles				643 541
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124		50 000	50 000
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	818 900	18 400	18 400
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			124 000
Réseau d'électricité	129			
	130	978 900	281 710	281 710
				1 904 154

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134	120 200	172 980	118 901
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	783 000	907 419	845 486
Fonds de développement des territoires	136	621 000	643 357	614 703
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138	100 000	68 312	3 350
	139	1 624 200	1 792 068	1 582 440
TOTAL DES TRANSFERTS	140	3 773 600	3 415 243	4 742 719

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141	2 800	681	2 400
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	2 800	681	2 400
Sécurité publique				
Police	145	2 331 700	2 273 318	2 269 671
Sécurité incendie	146	182 500	229 857	211 233
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	2 514 200	2 503 175	2 480 904
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150	9 400	11 486	10 487
Enlèvement de la neige	151	6 300	6 560	6 335
Autres	152			
Transport collectif	153		62 361	
Autres	154			
	155	15 700	80 407	16 822
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	2 000	2 000	2 000
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	2 000	2 000	2 000
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	2 534 700	2 586 263	2 502 126

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autre	185	753 600	774 281	778 131
	186	753 600	774 281	778 131
Sécurité publique				
Police	187	98 900	75 990	140 663
Sécurité incendie	188			
Sécurité civile	189			
Autres	190			
	191	98 900	75 990	140 663
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	105 900	78 379	101 104
Enlèvement de la neige	193	283 100	291 308	285 075
Autres	194	90 100	83 945	17 716
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199			
	200	479 100	453 632	403 895
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202	76 500	34 645	244 509
Traitement des eaux usées	203	694 600	831 239	719 134
Réseaux d'égout	204	80 700	39 594	109 689
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205		2 794	2 794
Matières recyclables	206		5 589	5 589
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209		13 831	13 831
Autres	210			
	211	851 800	927 692	1 073 332
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216	90 500	80 950	99 352
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218	7 300	6 594	3 832
Autres	219			
	220	97 800	87 544	103 184
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	1 734 600	1 808 796	2 120 220
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	36 400	40 396	42 199
Autres	223	231 500	263 180	236 944
	224	2 002 500	2 112 372	2 399 363
Réseau d'électricité	225			
	226	4 283 700	4 431 511	4 898 568
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	6 818 400	7 017 774	7 400 694

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	720 300	1 044 743	855 135
Droits de mutation immobilière	229	5 314 900	7 667 553	5 701 143
Droits sur les carrières et sablières	230	1 054 700	1 037 291	1 596 913
Autres	231			
	232	7 089 900	9 749 587	8 153 191
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	3 438 600	3 428 466	2 842 242
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234	877 100	1 075 843	1 088 809
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	789 500	917 965	1 001 305
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	37 500	1 048	7 361
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237	1 261 000	1 261 715	32 200
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239	6 578 100	5 485 684	7 902 668
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242	74 700	164 819	70 426
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	1 760 200	625 869	532 679
	245	9 711 500	7 539 135	8 545 334
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 087 700	1 016 879	3 199	1 020 078	1 020 078	920 615
Greffe et application de la loi	2	1 466 800	1 482 442	3 015	1 485 457	1 485 457	1 295 472
Gestion financière et administrative	3	2 296 200	2 232 398	26 111	2 258 509	2 258 509	2 202 569
Évaluation	4	724 600	769 505		769 505	769 505	315 987
Gestion du personnel	5	623 700	613 554	3 071	616 625	616 625	522 771
Autres							
- Autres	6	1 951 700	1 979 296	279 909	2 259 205	2 259 205	2 286 216
-	7						
	8	8 150 700	8 094 074	315 305	8 409 379	8 409 379	7 543 630
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	11 463 700	11 196 564	493 286	11 689 850	11 689 850	11 560 803
Sécurité incendie	10	4 585 100	4 676 391	372 812	5 049 203	5 049 203	4 553 569
Sécurité civile	11						
Autres	12	357 100	344 838	3 176	348 014	348 014	378 725
	13	16 405 900	16 217 793	869 274	17 087 067	17 087 067	16 493 097
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	5 272 800	5 240 927	7 103 821	12 344 748	12 344 748	11 515 631
Enlèvement de la neige	15	4 327 500	4 752 666	105 098	4 857 764	4 857 764	4 012 350
Éclairage des rues	16	463 300	428 674	482 045	910 719	910 719	836 590
Circulation et stationnement	17	271 000	217 421		217 421	217 421	207 055
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 086 000	2 086 037		2 086 037	2 086 037	2 491 077
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 580 800	1 288 198	8 317	1 296 515	1 296 515	1 439 388
	22	14 001 400	14 013 923	7 699 281	21 713 204	21 713 204	20 502 091

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 746 100	2 631 311	626 830	3 258 141	3 109 992
Réseau de distribution de l'eau potable	24	730 500	389 915	1 937 183	2 327 098	2 307 702
Traitement des eaux usées	25	1 941 900	1 833 158	1 104 584	2 937 742	2 850 305
Réseaux d'égout	26	1 131 300	845 664	3 789 374	4 635 038	4 551 408
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 538 600	1 595 595	1 084	1 596 679	1 514 285
Élimination	28	845 800	939 546		939 546	890 040
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	990 900	1 000 244	10 402	1 010 646	1 011 001
Tri et conditionnement	30	118 000	420 856		420 856	111 761
Matières organiques						
Collecte et transport	31	1 406 900	1 458 732	65 760	1 524 492	1 367 887
Traitement	32	736 600	781 883		781 883	451 759
Matériaux secs	33	698 100	531 945		531 945	523 718
Autres	34	129 600	126 384		126 384	113 762
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	15 800	20 065	20 584	40 649	51 714
Protection de l'environnement	38	2 320 100	2 243 353	11 071	2 254 424	2 119 193
Autres	39					
	40	15 350 200	14 818 651	7 566 872	22 385 523	20 974 527
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 464 200	1 294 124	8 413	1 302 537	1 151 686
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	154 900	171 969		171 969	183 182
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	1 218 200	1 219 594	9 710	1 229 304	1 351 796
Tourisme	49					
Autres	50	1 225 600	1 220 193		1 220 193	1 217 078
Autres	51	1 157 200	1 891 477		1 891 477	32 299
	52	5 220 100	5 797 357	18 123	5 815 480	3 936 041

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53						
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 566 700	2 705 219	492 381	3 197 600	3 197 600	3 101 858
Piscines, plages et ports de plaisance	55	75 000	74 125		74 125	74 125	77 202
Parcs et terrains de jeux	56	4 689 100	4 616 827	1 776 778	6 393 605	6 191 298	5 916 529
Parcs régionaux	57					566 435	557 609
Expositions et foires	58						
Autres	59						
	60	7 330 800	7 396 171	2 269 159	9 665 330	10 029 458	9 653 198
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	2 857 300	2 596 847	662 962	3 259 809	3 259 809	3 003 462
Bibliothèques	62	2 188 900	2 007 877	108 491	2 116 368	2 116 368	1 944 823
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	5 046 200	4 604 724	771 453	5 376 177	5 376 177	4 948 285
	67	12 377 000	12 000 895	3 040 612	15 041 507	15 405 635	14 601 483
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 352 000	2 310 607		2 310 607	2 327 528	2 315 991
Autres frais	70	271 300	267 819		267 819	270 778	294 278
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		88 000		88 000	88 000	80 000
Autres	72	72 600	(10 732)		(10 732)	(10 732)	128 405
	73	2 695 900	2 655 694		2 655 694	2 675 574	2 818 674
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	20 330 000	19 509 467	(19 509 467)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Mirabel

Code géographique : 74005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 399 271	1 399 271	2 968 447
	Usines de traitement de l'eau potable	114 621	114 621	577 818
	Usines et bassins d'épuration	32 485	32 485	
	Conduites d'égout	3 304 274	3 304 274	5 988 240
	Sites d'enfouissement et incinérateurs			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	9 053 714	9 053 714	12 882 010
	Ponts, tunnels et viaducs	343 507	343 507	201 558
	Systèmes d'éclairage des rues	628 437	628 437	1 378 524
	Aires de stationnement			
	Parcs et terrains de jeux	755 780	755 780	1 168 611
	Autres infrastructures	303 556	303 556	403 164
	Réseau d'électricité			
Bâtiments				
	Édifices administratifs	1 213 875	1 213 875	1 203 865
	Édifices communautaires et récréatifs	5 834 479	5 834 479	660 152
Améliorations locatives				
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun			
	Autres	1 320 780	1 320 780	1 011 319
Ameublement et équipement de bureau				
		240 305	240 305	282 391
Machinerie, outillage et équipement divers				
		729 473	729 473	405 641
Terrains				
		681 227	681 227	4 324 546
Autres				
			6 683	3 469
		25 955 784	25 962 467	33 459 755

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	353 476	353 476	1 419 517
	Usines de traitement de l'eau potable	79 218	79 218	235 096
	Usines et bassins d'épuration	32 485	32 485	
	Conduites d'égout	242 642	242 642	1 429 136
	Autres infrastructures	3 496 862	3 496 862	6 056 680
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	1 045 795	1 045 795	1 548 930
	Usines de traitement de l'eau potable	35 403	35 403	342 722
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	3 061 632	3 061 632	4 559 104
	Autres infrastructures	7 588 132	7 588 132	9 977 187
Autres immobilisations				
		10 020 139	10 026 822	7 891 383
		25 955 784	25 962 467	33 459 755

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	741 126	48 916	419 183	370 859
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	42 946 868	10 309 484	10 174 638	43 081 714
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	43 846 146	14 616 646	13 041 633	45 421 159
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	87 534 140	24 975 046	23 635 454	88 873 732
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 580 967	501 520	854 209	6 228 278
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	6 580 967	501 520	854 209	6 228 278
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	183 801		9 384	174 417
	14	6 764 768	501 520	863 593	6 402 695
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec ¹⁵					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	77 082	1 434		78 516
Autres	17	442 868	30 000	1 434	471 434
	18	7 284 718	532 954	865 027	6 952 645
	19	94 818 858	25 508 000	24 500 481	95 826 377
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	94 818 858	25 508 000	24 500 481	95 826 377

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	95 162 377
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	8 966 481
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	370 859
--	---	---------

Débiteurs	9	6 195 920
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	20 000
--	----	--------

Autres		
--------	--	--

- Débiteurs non appl. remb. dette	13	174 417
-----------------------------------	----	---------

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	97 367 662
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	631 642
--	----	---------

Endettement net à long terme	17	97 999 304
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	365 809
---------------------------	----	---------

Autres organismes	20	5 245 856
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	103 610 969
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	103 610 969
--	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 086 000	2 086 037	2 086 037
Autres	10			2 491 078
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	1 225 600	1 220 193	1 220 193
Autres	21			1 217 078
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	202 300	202 307	
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	3 513 900	3 508 537	3 306 230
				3 708 156

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	25 618 116	33 152 244
Frais de financement	4	337 668	304 042
Autres	5		
	6	25 955 784	33 456 286

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	56,19	35,00	107 023,00	5 468 893	2 465 806	7 934 699
Professionnels	2						
Cols blancs	3	104,80	32,50	186 319,00	5 265 499	1 879 474	7 144 973
Cols bleus	4	95,66	40,00	191 908,00	5 006 035	1 951 761	6 957 796
Policiers	5	69,07	36,60	123 807,00	5 432 602	2 027 619	7 460 221
Pompiers	6	43,91	35,00	79 914,00	2 468 491	599 718	3 068 209
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	369,63		688 971,00	23 641 520	8 924 378	32 565 898
Élus	9	9,00			582 083	306 383	888 466
	10	378,63			24 223 603	9 230 761	33 454 364

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	68 137				68 137
Réseau de distribution de l'eau potable	13	65 882	44 548	108 015		218 445
Traitement des eaux usées	14	6 151				6 151
Réseaux d'égout	15	65 882	4 372	10 600		80 854
Autres	16	2 907 350	114 175	20 131		3 041 656
	17	3 113 402	163 095	138 746		3 415 243

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1	4 378	2 991
Évaluation	2		
Autres	3	23 987	26 127
	4	28 365	29 118
Sécurité publique			
Police	5	53 448	58 424
Sécurité incendie	6	16 103	18 690
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	69 551	77 114
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	974 721	1 041 490
Enlèvement de la neige	11	2 418	2 530
Autres	12	60 368	59 793
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 037 507	1 103 813
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	222 590	216 479
Réseau de distribution de l'eau potable	17	254 655	243 413
Traitement des eaux usées	18	307 575	352 520
Réseaux d'égout	19	476 021	481 673
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	253	
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	924	
Protection de l'environnement	24	266	
Autres	25		
	26	1 262 284	1 294 085
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	2 833	2 877
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	5 626	5 052
Autres	34		
	35	8 459	7 929
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	123 669	152 118
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	14 735	18 249
Autres	38	111 124	115 498
	39	249 528	285 865
Réseau d'électricité			
	40		
	41	2 655 694	2 797 924

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jean Bouchard	140 936	16 767
François Bélanger	38 601	16 767
Patrick Charbonneau	38 601	16 767
Francine Charles	38 601	16 767
Robert Charron	38 601	16 767
Marc Laurin	38 601	16 767
Isabelle Gauthier	38 601	16 767
Michel Lauzon	38 601	16 767
Guylaine Coursol	38 601	16 767

Note

La rémunération de M. Jean Bouchard inclut une rémunération provenant d'un organisme supra municipal, soit EXO, lequel est un organisme public de transport. Le montant versé par cette organisme à M. Bouchard en 2019, comprend 10 000 \$ en rémunération et 10 750 \$ en jetons de présence.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	<u>22 000 000 \$</u>	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement			
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	<u>2 809 192 \$</u>	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	<u>523 291 \$</u>	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	_____ \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	_____ \$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	_____ \$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input checked="" type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input checked="" type="checkbox"/>	33 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	935 651 \$
b) autres formes d'aide	35 _____	113 249 \$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

OUI**NON**

46 47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____ 1096-11-2019

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____ 2019-11-25

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Mirabel

Code géographique : 74005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Ville de Mirabel,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE MIRABEL (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après « l'état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) (ci-après « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues au Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puisse influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés

Mélanie Therrien

Mélanie Therrien, CPA auditrice, CA
Amyot Gélinas, S.E.N.C.R.L.
Blainville, le 21 mai 2020

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Mirabel

Code géographique : 74005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	47 285 800
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	6 390 900
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	53 676 700

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	5 988 700
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	719 600
Matières résiduelles	13	6 200
Autres		
- Tarif	14	13 200
- Entretien des fossés	15	55 600
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	315 000
Service de la dette	18	4 876 300
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	494 400
	22	12 469 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	12 469 000
	27	66 145 700

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	9 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	9 000

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	92 200
Cégeps et universités	7	5 700
Écoles primaires et secondaires	8	469 700
	9	567 600

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	576 600

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 785 700
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	1 200
Taxes d'affaires	17	
	18	1 786 900

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	2 363 500

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 6 220 563 665	X 5 0,4130	/100\$ 6 25 691 000				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 211 289 400	X 8 0,4190	/100\$ 9 885 300				
Immeubles non résidentiels	10 966 454 276	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13 485 577 470	X 14 1,5520	/100\$ 15 7 536 200				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22 796 800 000	X 23 0,2750	/100\$ 24 2 191 200				
Total			25 36 303 700	26 (698 600)	27 (236 700)	28 11 917 400	29 47 285 800
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 6 220 563 665	X 34 0,0560	/100\$ 35 3 483 500				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 211 289 400	X 37 0,0570	/100\$ 38 120 400				
Immeubles non résidentiels	39 966 454 276	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42 485 577 470	X 43 0,2100	/100\$ 44 1 019 700				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51 796 800 000	X 52 0,0370	/100\$ 53 294 800				
Total			54 4 918 400	55 (94 500)	56 (32 000)	57 1 599 000	58 6 390 900

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Égout	2	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/>	\$
Eau et égout	3	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/>	\$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/>	\$
Matières résiduelles	5	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/>	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	66 145 700
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	268 700
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	793 100

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	742 900
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	14 528 000
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	315 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	51 621 600

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	8 680 684 811
----	---------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	| | 0 | , | 5 | 9 | 4 | 7 | /100 \$
----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	13 183 612	7 858 919			1 005 738	2 486 016
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	1 404 380	309 630			55 524	16 573
Autres	5	820 116	652 369			378 230	68 367
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	15 408 108	8 820 918			1 439 492	2 570 956

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	27 310 505	422 862	1 409 048	53 676 700
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	1 989 774	12 429	1 087 990	4 876 300
Autres	13	5 333 684	11 722	13 212	7 277 700
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	34 633 963	447 013	2 510 250	65 830 700

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input checked="" type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
Taxe foncière générale - immeubles non résidentiels : 1.164\$ du 100\$			
Taxe foncière spéciale - immeubles non résidentiels : 0.157\$ du 100\$			
Assiette d'application imposable : 962 991 776 \$			
Taxe foncière générale - immeubles non résidentiels(cannabis) : 1.552\$ du 100\$			
Taxe foncière spéciale - immeubles non résidentiels(cannabis) : 0.210\$ du 100\$			
Assiette d'application imposable : 3 462 500 \$			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			

Non audité

La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant

d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels

12	<input type="checkbox"/>	13	<input type="checkbox"/>	14	<input checked="" type="checkbox"/>
15	<input type="checkbox"/>	16	<input type="checkbox"/>	17	<input checked="" type="checkbox"/>
18	<input type="checkbox"/>	19	<input type="checkbox"/>	20	<input checked="" type="checkbox"/>

2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?

21	<input type="checkbox"/>	22	<input checked="" type="checkbox"/>
----	--------------------------	----	-------------------------------------

3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?

23	<input checked="" type="checkbox"/>	24	<input type="checkbox"/>
----	-------------------------------------	----	--------------------------

Si oui, indiquer le montant.

25		1 981 384 \$
----	--	--------------

4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)

26		\$
----	--	----

5. Date d'adoption du budget par le conseil

27		2019-12-16
----	--	------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>102 556 900 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>9 544 000 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>2 335 600 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>\$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Jeannic D'Aoust , atteste que le rapport financier consolidé de Mirabel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-06-22.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Mirabel.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Mirabel consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Mirabel détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-05-21 10:06:13

Date de transmission au Ministère :